

Assemblée de printemps de l'Initiative des villes: politique sociale, 15 mai 2009

Crise économique et politique sociale: anticiper au lieu d'attendre - investir au lieu d'économiser

La crise ne doit pas paralyser: il faut anticiper, convaincre et agir

*Exposé de Ruedi Meier, conseiller municipal, directeur des Affaires sociales de la ville de Lucerne,
président de l'Initiative des villes: politique sociale*

Seul le texte prononcé fait foi.

Mesdames, Messieurs,
Chers invités et conférenciers,
Chères et chers collègues du monde scientifique et de la politique,

En tant que président de l'Initiative des villes: politique sociale, je vous souhaite une cordiale bienvenue à notre assemblée de printemps et vous remercie d'être venus si nombreux à St-Gall. Je regrette que quelques uns de nos collègues de Romandie aient dû se désister au dernier moment - notamment Jean-Christophe Bourquin, membre du Bureau de l'Initiative des villes et directeur de la Sécurité sociale et de l'Environnement de la ville de Lausanne.

Je tiens à saluer tout particulièrement Kathrin Hilber. Mme Hilber est conseillère d'Etat, à la tête du Département des affaires sociales du canton de St-Gall, et par ailleurs présidente de la CDAS, la Conférence des directeurs et directrices cantonaux des affaires sociales. La CDAS est pour les villes et les communes une organisation partenaire alliée et interlocutrice importante.

- Partenaire interlocutrice, car de nombreuses questions de politique sociale - des développements stratégiques aux mises en oeuvre opérationnelles - doivent être négociées entre les cantons mais aussi à l'intérieur des cantons, entre canton et villes.
- Partenaire alliée, car la CDAS se tient aux côtés des villes et des communes comme porte d'accès à la Confédération et aussi parce que l'inquiétude politique qui agite les villes depuis quelques années a changé et renforcé le rôle et la fonction de la CDAS.

Maintenant, Mesdames et Messieurs,
elle est là la récession économique, cette crise économique avec laquelle, du point de vue de l'Initiative des villes, nous composons depuis longtemps déjà. Les conséquences, nous les connaissons: hausse du chômage, légère hausse de l'aide sociale, personnes arrivées en fin de droit vers fin 2009, augmentation plus marquée du nombre de personnes dépendant de l'aide sociale, surcharges financières pour les pouvoirs publics, y compris les villes et les communes. Baisse des recettes fiscales, faible en 2009, plus conséquente en 2010. Bilan: L'éventail des problématiques s'est nettement élargi. Et nous le savons aussi: si une lueur d'espoir devait poindre à l'horizon conjoncturel, et j'entends par là non pas une brève éclaircie mais une amélioration durable de la météo, le premier à en profiter serait le marché du travail (ce qui est bien), puis viendraient les finances des pouvoirs publics grâce

aux recettes fiscales à nouveau en hausse (pour autant qu'elles n'aient pas été compressées massivement par des programmes de baisse d'impôts excessifs), et enfin, longtemps après, bien plus tard, c'est le tour de l'aide sociale. Après deux, trois ans de bonne conjoncture, le recours à l'aide sociale va se stabiliser; après trois, quatre ans, le nombre de cas se remet lentement à baisser. Mais il restera toujours un socle irréductible et plus élevé par rapport à l'avant-crise de personnes dépendant de l'aide sociale.

Nous avons compris cette logique sociale, politique et économique grâce aux expériences que nous faisons depuis une bonne quinzaine d'années.

Pour être complet, je dois encore évoquer dans mon état des lieux les problèmes de l'assurance-invalidité (AI) et de l'assurance-chômage (AC):

- Pour l'AC, nous devons déplorer un grave échec politique. Le fait que l'assurance-chômage, avec son insuffisance de financement structurelle, n'ait pas été consolidée, pérennisée et capitalisée à l'époque révolue de très haute conjoncture jette une lumière crue sur les responsables stratégiques de notre politique nationale sociale et économique.
- Pour l'AI, les choses se présentent de manière plus nuancée. Détection précoce, obtention d'un travail et intégration professionnelle vont dans la bonne direction. Ce qui manque en l'occurrence, c'est une approche globale. Il faut espérer que le financement additionnel passera la rampe en votation populaire en septembre. Nous devons, chères et chers collègues - et je tiens à souligner l'insistance de mon appel - nous devons nous y engager résolument! Mais, les problèmes de l'AI ne seront pas résolus pour autant sur le long terme. Et les problèmes de l'AI sont aussi nos problèmes, autrement dit ceux de l'aide sociale et donc les problèmes des villes, des communes et des cantons.
- Et finalement, les problèmes de l'AC également sont nos problèmes.

Je sais, je ne vous apprends là rien de nouveau. Mais il est important que nous gardions à l'esprit ces interdépendances et que nous nous souvenions de notre politique ces dernières années et de nos discussions en lien avec les bases stratégiques. En période de haute conjoncture, nous nous sommes penchés sur des questions de principe en politique sociale et nous avons alors ouvert l'angle de vue. "Élargir la politique sociale et agir en réseau", tel est le titre de nos bases stratégiques; où la valeur de l'intégration occupe le centre. Trois lignes directrices donc:

1. Élargir la politique sociale
2. Agir en réseau
3. Favoriser l'intégration

Partant de ces lignes directrices - et conformément au sous-titre de mon exposé "La crise ne doit pas paralyser: il faut anticiper, convaincre et agir", je souhaite faire part de quelques réflexions.

De manière toute générale, nous sommes aujourd'hui confrontés à quatre problématiques en politique sociale.

1. Il y a des **raisons sociales** qui poussent des êtres humains dans la marginalité, p. ex. assumer, ou justement ne plus pouvoir assumer, la responsabilité (matérielle) d'enfants.
2. Il y a des **raisons économiques et conjoncturelles** qui poussent des êtres humains dans la marginalité. Là c'est le salaire qui ne joue pas; je pense en particulier aux travailleurs pauvres.
3. Il y a des **raisons structurelles** qui poussent des êtres humains dans la marginalité, dans la mesure où ces personnes ne disposent pas de la bonne formation voire pas de formation du

tout. Ici, c'est les qualifications professionnelles qui ne sont pas en phase avec les exigences du marché.

4. Il y a des **raisons psychosociales** qui poussent des êtres humains dans la marginalité. Je pense aux personnes qui présentent une problématique complexe réduisant leur capacité à travailler.

Et alors, que faire?

1. Intégration sociale via insertion professionnelle

L'impératif d'intégration a une importance toute particulière. On ne saurait admettre que se forme chez nous, progressivement, insidieusement, une couche sociale reléguée de plus en plus en marge de la société.

Intégration signifie - lorsque c'est aussi encore possible - avant tout insertion professionnelle. Qui-conque travaille jouit d'un respect de principe dans notre société. Quiconque travaille peut au moins assurer une partie de son existence par son salaire. Quiconque travaille a un minimum de contacts sociaux. Quiconque travaille dispose d'une journée structurée. Quiconque travaille peut faire ses preuves, se développer et bâtir une confiance en soi.

2. Offres complémentaires au travail et au revenu: accueil de jour pour enfants, écoles à horaire continu et prestations complémentaires

Dans ce contexte, nous devons créer des instruments complémentaires au marché du travail. Les travailleurs pauvres, les familles monoparentales et les familles à bas revenus sont les groupes cibles: la priorité étant le développement et le financement des structures d'accueil extra-familial de la petite enfance et parascolaire; mais aussi l'introduction de prestations complémentaires pour familles, couplées à un revenu du travail (trop bas).

3. Offensive pour une formation de haute qualité

Dans ce contexte - nous parlons d'intégration via le travail - la formation et la qualification professionnelle sont très, très importantes. Par l'éducation de la petite enfance, nous donnons aussi de meilleures chances de départ aux enfants issus de milieux socialement précaires. Avec les écoles à horaire continu, nous offrons du moins en partie une alternative favorable aux enfants issus de familles peu habituées à se former. De même, avec des efforts particuliers lors du passage de la scolarité obligatoire au monde du travail, avec des efforts particuliers dans le domaine de la formation professionnelle et lors de l'entrée dans un métier. Il s'agit en l'espèce de réfléchir à des ateliers spéciaux pour apprentis, des programmes de coaching pour apprentis ou de coaching au travail, une agence pour le travail des jeunes adultes, comme aussi la mise au point d'un système de bourses d'étude ciblé. Il faut donc une offensive globale pour une formation de première qualité, qui couvre les petits enfants, les enfants, les adolescents et les jeunes adultes.

4. Grandes entreprises sociales fortes

Dans ces circonstances - et je parle toujours et encore d'intégration via le travail - il faut aussi considérer ce que nous offrons aux personnes qui présentent une capacité de travail restreinte. Les efforts fournis dans ce domaine ont été considérables ces dernières années. Non pas sans succès. Mais la réalité - p. ex. dans les services sociaux - relativise cette image. Beaucoup trop de personnes restent sans solution durable. C'est pourquoi il faut ici également encore accentuer les efforts, il faut un projet

ambitieux: une solution serait de créer des grandes entreprises sociales fortes, qui offrent beaucoup de postes d'occupation et de travail, qui reportent une partie de leurs coûts sur le marché libre mais fonctionnent aussi avec des allocations étatiques. Là toutefois, il faudrait un gros investissement commun pour lancer et mener à bien de tels projets.

5. Coordination et collaboration au lieu de concurrence et intérêt individuel

Tout grand projet ne peut être réalisé que si la **politique sociale nationale** développe une direction générale commune. Et cela ne signifie pas seulement une coordination nettement améliorée; il faut aussi que la collaboration remplace la concurrence, le cloisonnement et le renvoi à d'autres institutions de sécurité sociale. De même et surtout, il faut une ligne directrice générale commune. Autrement dit un plan directeur pour la politique sociale auquel peuvent se conformer tous les acteurs: Confédération, cantons, villes/communes, naturellement aussi les assurances sociales et les partenaires sociaux, les organisations syndicales et l'économie.

Ceci ne sera toutefois possible que lorsque le système pourra être et sera mieux piloté. Ici, c'est la Confédération qui est sollicitée, conjointement avec les acteurs cités – il faut s'atteler à cette tâche. Bien sûr, tout cela ne va pas aussi vite qu'on le souhaiterait, ces travaux sont urgents et en souffrance du point de vue de la politique sociale. La machinerie législative ne tourne que lentement. Mais la crise économique actuelle doit justement être l'occasion de revoir le tout. Car si la volonté politique existe, on peut disposer demain d'une ligne directrice générale commune, avec coordination renforcée et collaboration plus étroite, de même que d'un réel partenariat.

Appel pour un manifeste suisse de politique sociale

Dans cette optique, les villes lancent un appel pour un manifeste suisse de politique sociale. Les points principaux et la direction générale sont connus:

1. Plus d'intégration via l'insertion professionnelle

2. Plus d'offres complémentaires au travail et au revenu: accueil de jour pour enfants, écoles à horaire continu et prestations complémentaires

3. Offensive rapide pour une formation de haute qualité

4. Création engagée de grandes entreprises sociales fortes

5. Plus de coordination et de collaboration pour remplacer concurrence et intérêt individuel

Je vous remercie de votre attention.